

Section des Pyrénées-Atlantiques

COMITÉ TECHNIQUE LOCAL du 15 janvier 2013

Vous trouverez, ci-dessous, le compte rendu du Comité Technique Local de ce 15 janvier 2013.

Rappelons que ce CTL, qui devait initialement se tenir le 11 janvier dernier, avait été boycotté par toutes les organisations syndicales.

Il a donc été convoqué à nouveau ce jour.

Les quatre organisations syndicales du département avaient décidé de ne pas siéger, car il est bien de la seule responsabilité de la Direction Départementale de répartir la pénurie.

Pour FO-DGFIP 64, il est bien évidemment hors de question d'aller « discuter » de la « ventilation » des suppressions d'emplois que nous condamnons par ailleurs.

En présence d'une soixantaine d'agents, une motion (en fin de page) a été lue au Président du CTL.

Après que M. NESA ait répondu qu'il tiendrait compte des suppressions d'emplois pour établir sa feuille de route, tout le monde a quitté la salle.

EVOLUTION DES EMPLOIS POUR 2013 :

Hors Plan de Qualification Ministériel (PQM) et Transferts entre services, les 10 suppressions d'emplois se répartissent comme suit :

- filière fiscale : - 1 A, - 3 B, - 3 C,
- filière gestion publique : - 3 C.

Dans le détail, les évolutions d'emplois se répartissent en 3 « groupes » :

- les **suppressions** d'emplois pures,
- les **transferts** d'emplois,
- les **requalifications**.

Sur ce dernier point, nous vous informons que le Plan de Qualification Ministériel n'est toujours pas voté à ce jour, il est donc soumis à d'éventuelles retouches...

Les suppressions d'emplois dans la filière fiscale : - 7

SIE Pau Nord :	1 A
SIP Biarritz (pôle patrimonial) :	2 B
SIP-SIE Oloron (IFU SIE) :	1 B
PTGC Bayonne :	1 C
SIP-SIE Orthez (IFU SIE) :	1 C
Direction :	1 C

Les suppressions d'emplois dans la filière gestion publique : - 3

Direction : 3 C

Les transferts d'emplois dans la filière gestion publique : 2

Trésorerie Hendaye :	-1B
Trésorerie Saint-Jean-de-Luz :	+1B
Direction :	-1B
Trésorerie Nay :	+1B

Les requalifications d'emplois dans la filière fiscale : 4

SIE Bayonne :	-1C	+1B
SIE Pau Sud :	-1C	+1B
SIP Pau Nord :	-1C	+1B
Direction :	-1C	+1B

Les requalifications d'emplois dans la filière gestion publique : 2

Trésorerie Anglet Adour Océan :	-1C	+1B
Trésorerie Bayonne Centre Hospitalier :	-1C	+1B

PONTS NATURELS :

Ont été déclarés ponts naturels :

- le vendredi 10 mai 2013 (pont de l'Ascension),
- le vendredi 16 août 2013 (pont de l'Assomption).

MODIFICATION DES HEURES D'OUVERTURE AU PUBLIC :

Deux demandes ont été soumises au CTL de ce 15 janvier :

- l'une des personnels de la Trésorerie de Pontacq qui souhaitent l'ouverture au public du lundi au vendredi de 9h à 12h et de 14h à 16h, soit 25 heures par semaine,
- l'autre des agents de la Trésorerie de Salies-de-Béarn qui demandent une ouverture au public du lundi au jeudi de 8h15 à 12h15 et de 13h15 à 16h, soit 27 heures hebdomadaires.



Pau le 15 janvier 2013

Les élus en CTL ont été convoqués aujourd'hui pour discuter de la mise en œuvre des suppressions d'emplois sur notre département pour 2013.

La DGFIP va afficher une nouvelle fois un niveau record de non remplacement de départs à la retraite, avec 2.062 suppressions d'emplois pour 2013, sans réelle justification autre que la poursuite d'une politique ultra-libérale. Pour notre département, ce sera encore 10 suppressions nettes de trop.

Chaque année, ce sont plus de 2 Directions Départementales comme la nôtre qui sont rayées de la carte.

A l'évidence, le service à l'utilisateur et les conditions de travail des agents n'entrent pas en ligne de compte.

Les services sont asphyxiés, les agents au bord de la rupture et les missions dans bien des cas en déshérence.

Nous sommes bien loin des affichages politiques !

A titre d'exemple, l'utilisateur devait être au centre des préoccupations de l'administration avec la fusion. Mais le constat est que le service rendu se détériore (files d'attente, recours gracieux, hausse des charges de travail, travail dans l'urgence...). La DGFIP n'a plus les moyens de fonctionner correctement et d'assurer un service de qualité.

PVFI et la Charte Marianne peuvent être jetés aux orties tant il est désormais courant d'instaurer, avec l'aval hiérarchique, le principe du combiné téléphonique décroché en guise de réponse à l'augmentation de la charge de travail... sans parler de la généralisation de la réduction des heures d'ouverture au public dans les trésoreries.

Pour l'avenir, les mesures « anti-fraude » qui ont été prises ne seront efficaces que si les effectifs sont suffisants. Cette lutte ne peut s'accomplir qu'avec un renforcement en moyens humains. Il en est de même des mesures liées au crédit « compétitivité entreprise » mises en place sans prévision des moyens de gestion et de contrôle.

Et que dire des restrictions budgétaires qui ont fait craindre la cessation de paiement à plusieurs directions en octobre 2012 ?

Qu'en sera-t-il alors dans les années à venir des remboursements de frais, des formations, des moyens de fonctionnement, de l'action sociale... ?

Sur le plan humain, la réalité est là, chaque jour plus criante : DES AGENTS DE TOUS GRADES SONT EN SOUFFRANCE PSYCHOLOGIQUE.

Il est hors de question pour nous d'entériner la destruction inexorable de notre service public. C'est pourquoi nous avons unanimement boycotté le CTL en 1^{ère} convocation et que nous ne siégeons pas non plus ce jour.